

(N° 270.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 MAI 1924.

Projet de loi sur les réquisitions militaires (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. du BUS de WARNAFFE.

MESSIEURS,

Ainsi qu'il est dit à l'Exposé des Motifs, le projet de loi, déposé par M. le Ministre de la Défense Nationale, a pour but « de mettre à jour et de compléter » la loi du 14 août 1887 relative au logement des troupes en marche et en cantonnement, et aux prestations militaires ».

L'expérience de la guerre, les nécessités qu'elle a révélées, les difficultés et les conflits auxquels ont donné lieu les réquisitions ont démontré les points sur lesquels la législation actuelle manquait d'ampleur, de souplesse ou de précision, et le projet tend à parer à ses insuffisances.

C'est ainsi :

— qu'en *temps de paix*,
alors que la loi de 1887 portait que les officiers seraient logés et nourris *par l'habitant*, le projet de loi, article 1, organise la fourniture *par les communes* des locaux nécessaires au repas et aux cuisines des officiers et de la troupe, aux bureaux des états-majors, des chefs de corps, des corps de garde, des salles de détention, des terrains pour parquer le matériel.

(1) Exposé général du statut de la Défense Nationale, n° 448 (1921-1922).

Projet de loi, n° 150 (1921-1922).

Amendements, n° 171.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

1) Les membres de la *Commission permanente de la Défense Nationale* : MM. Pirmez, président, Berloz, Buyl, vice-présidents, Ernest, Pierco, secrétaires, Bovesse, Brifaut, de Burlet, de Gérardon, Devèze, du Bus de Warnaffe, Eekelers, Fieullien, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marck, Missiaen, Richard, Theelen et Vandemulenbroucke.

2) Les membres désignés par les *Sections* pour examiner les n° 148, 149 (1921-1922) : MM. Buyl, Crick, David, du Bus de Warnaffe, Gollier, Marck, Pecher, Richard et Theelen.

Ces prestations seront fournies *sans indemnité* si les locaux et terrains appartiennent aux provinces, aux communes ou à l'État.

En d'autres termes, ce sera désormais aux communes qu'il incombera de répondre aux réquisitions, ce qui se justifie par le fait que les autorités communales sont mieux à même que qui que ce soit de connaître les disponibilités.

— *En temps de guerre,*

L'article 4 énumère de façon plus précise que la loi de 1887 les objets ou services pouvant être matière à réquisition, non seulement pour les besoins immédiats de l'armée, mais pour la constitution de réserves.

Cette disposition stipule que l'indemnité représentera la valeur des prestations au moment des réquisitions; elle règle le mode calcul de celle-ci lorsque les objets requis ne sont pris qu'en location, et laisse à un arrêté royal de déterminer le taux des indemnités et les barèmes de réquisition.

L'article 7 assimile au temps de guerre les époques où l'intervention des troupes sera requiser pour l'accomplissement d'obligations résultant des traités.

Le chapitre III du projet de loi adapte aux conditions actuelles les exemptions en matière de réquisition.

Il ajoute à la loi de 1887 une série de dispositions relatives aux véhicules qui s'imposent à raison de l'extension prise depuis quelques années par la traction automobile.

En ce qui concerne la forme des réquisitions, aucune modification essentielle n'est apportée au régime actuel. Le projet se borne sur ce point à régler de façon plus détaillée certaines questions, là où s'est révélée la nécessité de le faire.

La liquidation des indemnités est réglementée avec plus de détails que n'en comportait la loi de 1887, à laquelle il n'est d'ailleurs apporté sur ce point aucun changement grave.

La compétence des juges de paix est portée, en la matière, de 100 francs à 2,500 francs en dernier ressort.

Le chapitre VI. « De la réparation des dommages » est une innovation.

La loi de 1887 ne prévoyait rien à ce sujet, et ce fut l'origine de conflits dont certains ne sont pas même liquidés. Les dispositions proposées permettront de les éviter à l'avenir. L'intérêt de l'État tout autant que celui des particuliers justifient ces mesures.

Les dispositions pénales établies par la loi de 1887 sont maintenues en principe, mais les pénalités sont majorées, comme elles l'ont d'ailleurs été de façon générale en matière répressive.

Bref, le projet de loi n'a d'autre but que d'améliorer la législation sur les réquisitions en temps de paix et en temps de guerre, de l'adapter aux nécessités actuelles et de parer aux lacunes de la loi dont la guerre récente a permis de constater l'existence.

A tous égards, il constitue un progrès, tant pour l'État que pour les particuliers, et c'est à l'unanimité que la Commission s'y est ralliée.

Mais il est dans le projet de loi une proposition que la Commission a rejetée.

La loi de 1887, à son article 3, donnait au département de la Guerre, en cas de manœuvre d'ensemble le droit de requérir, moyennant indemnité, *l'occupation* :

Des terrains de culture nécessaires aux opérations et aux concentrations de troupes ;

Des bâtiments non occupés pouvant servir de magasins, d'écuries, d'abris ou être affectés à d'autres usages militaires.

Ces dispositions sont maintenues dans le projet de loi, mais il y est ajouté une mesure nouvelle, de particulière gravité, par laquelle il est donné au Ministre de la Défense Nationale, *en tous temps*, le droit de requérir :

1° Les terrains nécessaires aux manœuvres d'armes combinées, à proximité des garnisons ;

2° Les terrains nécessaires aux exercices de tir de l'infanterie et d'artillerie, à l'atterrissage pour l'aéronautique et à l'établissement de dépôts et parcs ;

3° Les véhicules de toutes natures, animaux et conducteurs nécessaires au transport des vivres, des bagages et des militaires, malades ou blessés

L'exposé des motifs ne dit rien de cette innovation qui ne tend à rien moins qu'à supprimer radicalement, au profit de la Défense Nationale, l'article 11 de la Constitution qui n'autorise l'expropriation pour cause d'utilité publique que dans les conditions et avec des garanties déterminées.

Des mesures aussi graves, que l'état de guerre peut rendre nécessaires, ne se justifient pas en temps de paix. Elles seraient d'ailleurs illégales.

Pour ces motifs, la Commission a avisé le Gouvernement qu'elle ne pouvait admettre ses propositions à cet égard et le Ministre de la Défense Nationale s'est rendu à ces observations.

L'article 4 confère au Ministre de la Défense Nationale des droits de réquisition en cas de mobilisation totale ou partielle de l'armée.

Au cours des échanges de vue entre la Commission et le Gouvernement, ce dernier a consenti à ce que, en cas de mobilisation *partielle*, les droits du Ministre de la Défense Nationale ne puissent s'exercer qu'avec autorisation du Conseil des Ministres.

Le Gouvernement a déposé à son projet original certains amendements, qui n'ont donné lieu, de la part de la Commission, à aucune observation.

Amendements proposés par la Commission

—

ART. 3.

Supprimer le lit b).

ART. 4.

1° Au lit a) remplacer les mots :

« En cas de mobilisation totale ou partielle de l'armée » par :

« En cas de mobilisation de l'armée ».

Amendementen ingediend door de Commissie.

—

ART. 3.

Litt. b) te doen wegvallen.

ART. 4.

1° In litt. a) de woorden :

« Ingeval van geheele of gedeeltelijke mobilisatie van het leger » te vervangen door: « In geval van mobilisatie van het leger. »

2° Ajouter à l'article 4 un dernier alinéa rédigé comme suit :

En cas de mobilisation partielle de l'armée, le Ministre de la Défense Nationale peut ordonner les mêmes réquisitions qu'en cas de mobilisation totale, après y avoir été expressément autorisé par le Conseil des Ministres.

Le Rapporteur,

DU BUS DE WARNAFFE.

2° Aan artikel 4 een slotaline toe te voegen, luidende :

In geval van gedeeltelijke mobilisatie van het leger kan de Minister van Landsverdediging dezelfde op-eischingen als voor de geheele mobilisatie voorschrijven, na daartoe uitdrukkelijk te zijn gemachtigd door den Ministerraad.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

(N^o 270.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 MEI 1924.

Wetsontwerp op de militaire opeischingen (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER du BUS de WARNAFFE.

MIJNE HEEREN,

Zooals gezegd wordt in de Memorie van Toelichting heeft het wetsontwerp, ingediend door den Minister van Landsverdediging, voor doel de wet van 14 Augustus 1887, betreffende de nachtligging der op marche zijnde en ingekwartierde troepen en de militaire verstrekkingen, aan te vullen en bij te werken.

De ondervinding van den oorlog, de noodwendigheden die daaruit zijn gebleken, de moeilijkheden en de conflicten waartoe de opeischingen aanleiding hebben gegeven, hebben in het licht gesteld welke punten in onze wetgeving te weinig ruimte, te weinig losheid en nauwkeurigheid bezitten, en het wetsontwerp tracht deze tekortkomingen te doen verdwijnen.

Het is aldus

— dat in *vredestijd*,

dan wanneer de wet van 1887 bepaalde dat de officieren zouden ingekwartierd en gevoed worden *door de inwoners*, het eerste artikel van het wetsontwerp *aan de gemeenten* oplegt de noodige lokalen te verschaffen voor de eetmalen en de

(1) Algemeene Toelichting van het statuut der Landsverdediging, n^o 448 (1921-1922.)
Wetsontwerp, n^o 150 (1921-1922).

Amendementen, n^o 171.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor Landsverdediging* : de heeren Pirmez, voorzitter, Berloz, Buyl, ondervoorzitters, Ernest, Pierco, secretarissen, Bovesse, Brifaut, de Burlet, de Geradon, Devèze, du Bus de Warnaffe, Eekelers, Fieullien, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marck, Missiaen, Richard, Theelen en Vandemeulebroucke.

b) De leden door de afdeelingen aangeduid voor het onderzoek der n^o 148, 149 (1921-1922) : de heeren Buyl, Crick, David, du Bus de Warnaffe, Gollier, Marck, Pecher, Richard en Theelen.

keukens van de officieren en de soldaten, voor de bureelen van de Staven, de korpsoversten, de wachtposten, de politiekamers, en de terreinen om het materieel te plaatsen.

Deze verstrekkingen worden *geleverd zonder vergoeding* indien de lokalen en gronden toebehooren aan de provinciën, de gemeenten of den Staat.

Met andere woorden : voortaan zullen het de gemeenten zijn die aan de opeischingen moeten beantwoorden; dit wordt gebillijkt door het feit, dat de gemeenteverheden beter dan wie ook in staat zijn om de beschikbaarheden te kennen.

In oorlogstijd.

Bij artikel 4 worden nauwkeuriger dan bij de wet van 1887 de zaken of diensten omschreven die kunnen onder opeisching vallen, niet enkel wat de dadelijke behoeften van het leger betreft, doch ook in zake reserves.

Dit artikel bepaalt, dat de vergoeding de waarde moet hebben der verstrekkingen op het oogenblik van de opeisching; het regelt de wijze van berekening wanneer de opgeëischte zaken slechts in huur worden genomen en laat het aan een Koninklijk besluit over, het bedrag der vergoedingen en den rooster voor de opeischingen te bepalen.

Bij artikel 7 wordt gelijkgesteld met den oorlogstijd, de tijd waarin de tusschenkomst der troepen wordt geëischt voor de tenuitvoerlegging van verplichtingen die voortspruiten uit de verdragen.

De vrijstellingen van opeisching worden volgens de huidige omstandigheden geregeld door hoofdstuk III van het wetsontwerp. Dit hoofdstuk voegt aan de wet van 1887 eene reeks bepalingen toe betreffende de voertuigen, wegens de uitbreiding welke sedert enkele jaren het autovervoer heeft genomen.

In zake vormvereischen betreffende de opeischingen werd geen wijziging van belang in de bestaande regeling gebracht. Slechts enkele punten werden nauwkeuriger omschreven, waar zulks noodzakelijk werd geacht.

Ook de vereffening der vergoedingen wordt nauwkeuriger bepaald dan in de wet van 1887, waarin echter in dit opzicht geene verandering van belang werd gebracht.

De bevoegdheid der vrederechters wordt gebracht van 100 tot 2,500 frank in hoogsten aanleg.

Hoofdstuk VI voert eene nieuwigheid in op het gebied van : « Het herstel der schade ».

In de wet van 1887 wordt desbetreffende niets bepaald, en daaruit zijn geschillen ontstaan waarvan sommige nog niet zijn opgelost. Door de voorgestelde bepalingen kunnen die geschillen voortaan worden geweerd. Deze maatregelen zijn wenschelijk, zoo wel in het belang van den Staat als van de ingezetenen.

De strafbepalingen der wet van 1887 worden in beginsel gehandhaafd, doch werden verscherpt, zooals trouwens het 't geval is over het algemeen waar het strafzaken betreft.

Kortom, het wetsontwerp heeft enkel ten doel de wetgeving in zake opeischingen in vredes- en in oorlogstijd te verbeteren, deze wetgeving aan te passen aan de vereischen van den tijd en de leemten aan te vullen waarop de jongste oorlog heeft gewezen.

In alle opzichten is het ontwerp een vooruitgang zoo voor den Staat als voor de ingezetenen en daarom ook heeft de Commissie er zich eenparig bij aangesloten.

Het ontwerp bevat echter eene bepaling welke de Commissie verworpen heeft.

Door artikel 3 der wet van 1887 wordt aan het Departement van Oorlog, ingeval van algemeene legeroefeningen, het recht van *ingebruikneming* verleend, mits schadevergoeding, van :

Bouwgronden, noodig voor de troepenbewegingen en -samentrekkingen.

Leeg staande gebouwen die kunnen dienen voor magazijnen, paardenstallen, schuilplaatsen, of voor ander militair gebruik.

Deze bepalingen worden in het wetsontwerp behouden, maar een nieuwe maatregel van zeer ernstige beteekenis wordt er bijgevoegd, waaraan door den Minister van Landsverdediging *te allen tijde* het recht gegeven wordt op te eischen :

1° De gronden die noodig zijn voor de legeroefeningen met gecombineerde wapens nabij de garnizoenplaatsen ;

2° De gronden die noodig zijn voor de schietoefeningen van de infanterie en de artillerie, voor het neerdalen der vliegtuigen en het aanleggen van opslagplaatsen en parken ;

3° De voertuigen van allen aard, dieren en voerlui, noodig voor het vervoer van de eetwaren, pakgoederen, zieke of gewonde militairen.

De Memorie van Toelichting zegt geen woord over deze nieuwe bepaling die heel eenvoudig eene radicale wegschraping is, ten voordeele van de Landsverdediging, van artikel 11 der Grondwet, waarbij de onteigening tot openbaar nut enkel toegelaten wordt onder bepaalde voorwaarden en waarborgen.

Zulke verdragende maatregelen, die in oorlogstijd kunnen noodig wezen, zijn niet te billijken in vreedstijd. Zij zouden ten andere onwettig zijn.

Om deze redenen heeft de Commissie aan de Regeering laten weten dat zij hare voorstellen op dit gebied niet kon aannemen, en de Minister van Landsverdediging heeft zich bij die opmerkingen neergelegd.

Artikel 4 verleent aan den Minister van Landsverdediging het recht opeischen te doen in geval van geheele of gedeeltelijke mobilisatie van het leger.

Bij de gedachtenwisselingen tusschen de Commissie en de Regeering heeft deze laatste er in toegestemd dat in geval van *gedeeltelijke* mobilisatie de Minister van Landsverdediging zijne rechten niet kan uitoefenen zonder machtiging van den Ministerraad.

De Regeering heeft op haar eerste ontwerp enkele amendementen ingediend waarover de Commissie geene opmerkingen heeft gemaakt.

Amendements proposés par la Commission

ART. 3.

Supprimer le lit. b).

ART. 4.

1° Au lit. a) remplacer les mots

Amendementen ingediend door de Commissie.

ART. 3.

Litt. b) te doen wegvallen.

ART. 4.

1° In litt. a) de woorden : « In

« En cas de mobilisation totale ou partielle de l'armée » par :

« *En cas de mobilisation de l'armée* »

2^o Ajouter à l'article 4 un dernier alinéa rédigé comme suit :

En cas de mobilisation partielle de l'armée, le Ministre de la Défense Nationale peut ordonner les mêmes réquisitions qu'en cas de mobilisation totale, après y avoir été expressément autorisé par le Conseil des Ministres.

geval van geheele of gedeeltelijke mobilisatie van het leger » te vervangen door : « *In geval van mobilisatie van het leger.* »

2^o Aan artikel 4 een slotalinea toe te voegen, luidende :

In geval van gedeeltelijke mobilisatie van het leger kan de Minister van Landsverdediging dezelfde op-eischingen als voor de geheele mobilisatie voorschrijven, na daartoe uitdrukkelijk te zijn gemachtigd door den Ministerraad.

De Verslaggever,
DU BUS DE WARNATTE.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.

